TABLEAU

DES ÉVENEMENS

QUI ONT EU LIEU A BORDEAUX,

DEPUIS LA RÉVOLUTION DE QUATRE - VINGT - NEUF,

JUSQU'A CE JOUR;

Lu au Conseil-général de la Commune, le vingt-neuf Prairial, l'an second de la République française, une et indivisible.

A BORDEAUX,
De l'Imprimerie des SANS - CULOTTES, place de la Montagne, n° 18.

Case
FRC
8609

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

TABLEAU

DES EVENEMENS

QUI ONT EU LIEU

A BORDEAUX,

DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1789,

JUSQU'A CE JOUR.

Bordeaux, le 12 Thermidor, l'an 2 de la République Française, une et indivisible.

BORDEAUX a joui, pendant quelques années, de la réputation qu'il méritoit à tant de titres; des actes préparés dans les ténebres, par une petite poignée d'intrigans la lui ont fait perdre, & depuis quelque temps il semble proscrit de la République entiere. La médisance, la malveillance & la calomnie lui ont fait beaucoup plus de tort que ses actions.

Le 14 Juillet 1789, les braves Parisiens renverserent la *Bastille*, monument d'esclavage, & prirent la cocarde tricolore, signe de Liberté & de ralliement des Patriotes.

La nouvelle, arrivée à Bordeaux le 17, trois jours après, tous les habitans s'en décorerent avec un empressement peu commun & qui a peu d'exemple.

Le 19, tous les Citoyens, sans distinction, s'enrégimenterent & formerent une *Garde Nationale*, imposante contre les vexations du despotisme.

Cette Garde a conservé sa dignité jusqu'à l'époque du fédéralisme, provoqué par les Autorités constituées & les *Gensonné*, les *Vergniaux*, les *Guadet*, les *Grangeneuve*, les *Boyer-Fonfrede*, les *Lavaugayon*, les *Marandon*, les *Ducos*, les *Sers*, *les Wormezelle*, les *Duvigneau*, *&c. &c. &c. &c.* qui ont été la source impure des maux de *Bordeaux*, & c'est à eux qu'on peut attribuer tous les fléaux que leurs actes liberticides, leurs trames criminelles & leurs conspirations ont attiré sur cette malheureuse Commune.

Les Citoyens de Bordeaux brûloient de l'amour sacré de la Liberté ; rien ne leur coûtoit pour l'acquérir.

Le 17 Mai 1790, ils apprirent que des scélérats aristocrates, soudoyés par la *noblesse*, sacrifioient et immoloient les Patriotes à *Montauban* : le mouvement d'indignation fut général; tous les habitans vouloient s'y porter en masse, pour venger ces outrages et ces forfaits.

Dans l'instant, une masse de fonds que tous les citoyens s'empressèrent de fournir, fut réunie pour les frais de cette campagne.

La *Garde nationale* partit avec l'artillerie nécessaire, se rendit à Moissac, où les délégués du Gouvernement paralisèrent son ardeur & arrêterent son courage. Sa présence en imposa aux malveillans de *Montauban*, & l'ordre y fut rétabli le vingt-neuvieme du même mois.

Lorsque les Citoyens de Bordeaux apprirent la trahison du tyran, sa fuite, & son arrestation à *Varennes*, le 22 Juin 1791, ils manifesterent hautement & publiquement leur indignation sur une telle scélératesse.

Ils témoignerent également leur joie quand il fut amené par le Peuple, de *Versailles* à *Paris*, parce qu'ils crurent que l'intrigue d'une cour corrompue, véhicule des conspirations, auroit moins d'influence, seroit mieux surveillée & plus facilement découverte.

Les opinions se diviserent alors sur le compte de *Lafayette;* les uns le croyoient sincere & de bonne foi pour la Liberté, les autres disoient hautement qu'il étoit un traître.

La premiere Constitution, quoique remplie des vices de l'esclavage, ne lui fut pas plutôt présentée, qu'il s'empressa de l'accepter, le 14 Septembre 1791, parce qu'il croyoit son despote de bonne foi, & qu'elle mettroit un terme à ses maux.

Au mois de Juillet, même année, les Citoyens se réunirent en Assemblées primaires. C'est à cette époque que l'intrigue commença; mais elle se manifesta avec beaucoup plus de force dans l'assemblée des *Électeurs.* Ce fut là que quelques aboyeurs de l'ancien barreau, se plierent en tout sens, pour accaparer les voix & les suffrages, afin de se faire élire Législateurs; & c'est de cette source que sont nés nos malheurs.

Leur audace fut extrême; ils étoient prépondérans dans l'Assemblée législative; leur perfide ambition étoit cachée dans leurs ames; ils vouloient servir le tyran, & rétablir l'esclavage à quelque prix que ce fut. C'est pour y parvenir, que le 20 Avril 1792, ils firent dé-

clarer la *Guerre au roi de Hongrie & de Bohéme.*

Pour remplir leurs deſſeins, il falloit des proxénetes : *Lafayette* fixa leur attention. Cette ame double, & de concert avec celle de *Marie-Antoinette*, leur convenoit ; auſſi le fit-on nommer *Généraliſſime des Armées.* Toute la République connoît ſes exploits ; les hommes ne lui coûtoient rien, c'étoient des agneaux qu'il conduiſoit, ſans pitié, à la boucherie, & qu'il immoloit, pour perdre la patrie.

La duplicité de ce général ſe développa peu-à-peu. Les Patriotes de l'Aſſemblée légiſlative le connurent & le proſcrivirent de la terre ſacrée, faite pour l'aſile de la Liberté & de l'Egalité.

Dumouriez lui ſucceda : il fut encore plus traître & plus ſcélérat.

Cuſtines trahiſſoit & trompoit avec plus d'art & de diſſimulation. Ils conduiſoient, tous les deux, ſans remords, les troupes françaiſes au tombeau.

Le Département (ci-devant *Gironde*) actuellement *Bec-d'Ambès*, s'eſt empreſſé de fournir, en proportion, autant de troupes qu'aucun autre de la République, pour la défendre contre tous les tyrans qui l'atta-

quoient, dans le deſſein de détruire la Liberté & l'Egalité (qu'il avoit adoptées avec tranſport) & qui vouloient rompre l'Unité & l'Indiviſibilité, qu'il avoit jurées de maintenir.

L'Europe entiere connoît la valeur & le courage de ſes ſoldats; la Convention juſte, a déclaré, quelquefois, qu'ils avoient *bien mérité de la Patrie.*

Leur ardeur guerriere & leur haine contre les ennemis de la France, connue des *généraux infideles*, les a ſouvent fait ſacrifier impitoyablement : on peut ſe convaincre de cette vérité, en ſuivant ſcrupuleuſement les routes qu'ils ont tenues, & qu'on leur avoit tracées pour les faire détruire.

Ils ſe ſont toujours réjouis lorſqu'il a fallu aller à l'ennemi, & on ne leur reprochera pas de lui avoir jamais tourné le dos. La conduite, la bravoure & l'héroïſme des troupes du Département du Bec-d'Ambès, ſont le tableau fidele de l'eſprit de la Liberté & du Républicaniſme qui anime la maſſe des citoyens.

Leur amour pour le changement du gouvernement a toujours été ſi fortement prononcé, qu'ils n'ont rien épargné pour ſa régénération, pour le ſoutenir & le conſolider. Les

Citoyennes ont déterminé leurs époux à voler à la défenſe de la Patrie; les freres, leurs freres; les peres, leurs enfans; & les uns & les autres, ainſi que les vieillards, ont délié leurs bourſes pour les équiper, les faire partir & les entretenir.

Les diviſions de l'Aſſemblée légiſlative l'empêchoient de faire le bien, & cela fut cauſe que l'on demanda une *Convention nationale*, qui prit ſéance le 21 ſeptemb. 1792. Tous les Membres n'ont pas été également purs, & c'eſt du vice de ces derniers que ſont nés auſſi les malheurs de *Bordeaux*.

Lorſqu'il fut queſtion de juger le tyran, le parti Girondin vouloit le conſerver, & il n'y eut pas de perfidies, de moyens & d'aſtuces qu'il n'employât pour tromper les citoyens de ce Département.

La tête de *Capet* tomba le 21 Janvier 1793: ſon parti ne perdit pas eſpoir & continua à ſuivre ſes infâmes projets.

Le 21 du même mois, la Municipalité de *Bordeaux* fut renouvellée, & ſucceſſivement les autres Adminiſtrations. La maſſe du peuple, qui n'étoit pas encore aſſez éclairée & trop confiante, donna dans le piége que l'intrigue

& la ſcélérateſſe lui avoient tendu. La plupart de ceux qui les compoſoient étoient du parti *Girondiſte*, prêchoient continuellement ſes faux principes, menaçoient & même empriſonnoient ceux qui les combattoient.

Un petit nombre de ſcélérats connoiſſoit le ſecret de ce ſyſtême, le conduiſoit & ſe rendoit criminel avec intention. Ceux-ci en faiſoient mouvoir beaucoup d'autres, comme des automates, qui leur prêtoient leur miniſtere, dans la ferme croyance qu'ils ſoutenoient la bonne cauſe.

Pour attirer le Peuple dans cet infernal projet, on commença par le réduire à la miſere, en détournant les ſubſiſtances, en le privant du néceſſaire, & en lui faiſant payer de 8 à 10 ſous la livre de pain peſtiféré.

De cette cruelle poſition, l'on tiroit l'avantage de calomnier la Convention, en lui imputant des forfaits; en diſant que c'étoit elle qui étoit la cauſe de la calamité que les Citoyens éprouvoient.

Malgré les ſouffrances & la poſition critique & cruelle où le Peuple ſe trouvoit réduit, & les prédications aſtucieuſes qu'on lui faiſoit, rien ne pût l'ebranler, il vouloit, comme

il le veut encore, & comme il le voudra toujours, la *Liberté*, l'*Égalité* & l'*Indivisibilité de la République*.

En voici une preuve :

La nouvelle de la guerre de la *Vendée* ne fut pas plutôt annoncée, que les Citoyens s'assemblerent & se disputerent la gloire de partir; les hommes mariés, les garçons, les peres de famille, tous vouloient y courir.

Deux bataillons, de 15 à 16 cents hommes, furent organisés dans vingt-quatre heures; un troisieme, d'environ quatre cents hommes, partit peu de jours après. Tous les Citoyens s'empresserent de les armer, habiller & équipper, & leur firent une haute paie. Des Sections même délibérerent de leur donner *quarante sous* par jour, à eux, ou à leur famille, pendant leur absence, quelques-unes ont rempli leur promesse.

Toute la République sait de quelle maniere ils se sont comportés, & avec quel courage ils se sont battus puisqu'ils ont été presqu'entierement detruits. & que ceux qui les commandoient, connoissant leur valeur, les ont continuellement exposés au feu des brigands.

La guerre ne fut pas plutôt déclarée avec l'Espagne, qu'il fallut des troupes. Les Sections

fournirent leur contingent, firent une masse de fonds, habillerent & équipperent les Volontaires, & leur donnerent de 6 à 1200 l. à chacun, pour leurs besoins particuliers.

Si la généralité des Citoyens, qu'on ne cessoit de tromper, & que l'on ne cesse de calomnier, n'avoit pas aimé sincerement la *LIBERTÉ*, l'*ÉGALITÉ*, & voulu à quelque prix que ce fut, l'*UNITÉ* & l'*INDIVISIBILITÉ de la RÉPUBLIQUE*, se seroient-ils comportés de cette maniere?

Des Citoyens, qui voyoient lever l'orage, & vouloient le détourner, proposerent aux Sections de la Ville, de former, par des Commissaires émanés de chacune d'elles, un Comité central dans la Cité, qui pût redresser les Autorités Constituées & les contenir dans les vrais principes.

Ce Comité, composé en plus grande partie de bons patriotes, porta de suite ses regards sur l'objet des subsistances, & découvrit des malversations abominables; mais lorsqu'il voulût les mettre au grand jour & les faire réprimer, toute la clique, qui soutenoit les projets liberticides, s'éleva pour le détruire & faire cesser la permanence des Sections qui l'avoient formé, parce qu'on sentût bien qu'il auroit empêché la

meſure fédéraliſte à laquelle on vouloit parvenir.

La ſociété populaire du Club National, l'une des premiéres de la République,& qui n'a jamais dévié des vrais principes, quoique perſécutée depuis long-temps, & réduite à un très-petit nombre de bons Patriotes, s'oppoſoit avec force, énergie & courage à toutes les meſures liberticides, faiſoit des Adreſſes à la Convention, imprimoit & affichoit ſes Délibérations pour l'inſtruction des Citoyens, réfutoit & repouſſoit avec vigueur toutes celles des Autorités Conſtituées & autres, qui n'étoient pas dans le ſens de la Révolution.

Pour parvenir au Fédéraliſme, il falloit, de toute néceſſité, détruire cette Société, arrêter l'effet de ſes avis fraternels, arracher & enlever tout ce qu'elle publioit.

Certains membres de la ſociété des Amis de l'Egalité, (d'où ſortoit la conſpiration de Bordeaux, les Députés & Adminiſtrateurs conſpirateurs,) employerent pluſieurs moyens pour attirer & réunir dans leur ſein les membres du Club National ; mais ceux qui avoient reſté fideles, étant vertueux, répouſſerent avec dédain & mépris, toutes les propoſitions qu'on leur faiſoit.

Ce fut alors que l'on employa la force pour les séparer & les faire sortir du lieu où ils tenoient leurs séances, & c'est dans ce moment qu'ils coururent les plus grands dangers.

Cette Société étoit si persécutée, que le citoyen Courtois, l'un de ses membres, ayant reçu l'ordre de se rendre dans les Bureaux du ministere, on s'obstinoit à lui refuser un passeport; on vouloit même le faire arrêter.

On lui refusoit aussi un certificat de service dans la Garde Nationale. T..... en parla au citoyen Thompson qui le lui fit délivrer, & il partit.

Malgré qu'on eut apposé les scellés sur les portes & sur tous les papiers, ils continuerent à se reunir, tantôt chez *Jacob*, *Reynaud*, *Peyre*, *Simon* & *Lagreize*, & tantôt chez *Charles* leur collegue, ou chez *Ricaud*, sur le glacis du Fort de la Révolution.

Les Autorités constituées, ainsi que les malveillans, les faisoient surveiller & suivre par des espions, les affichoient, & publioient hautement qu'ils étoient des *Maratistes* dangereux qu'il falloit exterminer.

La Police se transporta & fit des descentes réitérées dans les lieux où ils s'assembloient pour les surprendre & les arrêter; mais comme ils

avoient prévu le coup, on ne les trouva pas. Alors on fit arrêter les citoyens *Dutaſta* & *Fontanes*, l'un chez lui, & l'autre à la tête de la Section Francklin, ainſi que *Vialla*, qui fut empriſonné pendant un mois.

Lorſque cette petite portion de bons Citoyens avoit concerté enſemble les meſures les plus ſalutaires pour ſauver la choſe publique, ils ſe diſſéminoient dans leurs Sections, pour éclairer leurs freres & les faire revenir de leur erreur.

La ſociété des Récolets fit afficher dans les Sections, des copies des letttres de *Vergniaux*, des 4 & 5 Mai 1793, que voici :

Paris, le 4 Mai 1793, sous le couteau.

Vous avez été inſtruits de l'horrible perſécution faite contre nous, & vous nous avez abandonnés; vous ne nous avez ſoutenus auprès de l'Aſſemblée par aucune démarche; vous n'avez même cherché à ſoutenir notre courage individuel par aucun témoignage de bienveillance. Cependant la fureur de nos ennemis s'accroît; les proſcriptions & l'aſſaſſinat circulent contre nous, & l'on s'apprête d'aller à la barre nationale demander nos têtes. Quel eſt donc notre crime, Citoyens? C'eſt d'avoir fait entendre la voix de l'humanité au milieu des horreurs qui nous ont ſi ſouvent environnés; c'eſt d'avoir voulu conſerver vos propriétés, & vous garantir de la tyrannie de Marat, ou des hommes dont il n'eſt que le manne-

quin. Faites que nos Concitoyens nous retirent des pouvoirs dont il eſt impoſſible de faire uſage ſans des ſignes éclatans de leur confiance. Nous ne craignons pas la mort; mais il eſt cruel, alors qu'on ſe ſacrifie, de ne pas emporter au tombeau la certitude qu'on laiſſe au moins quelques regrets à ceux pour leſquels on s'immole.

Signé, VERGNIAUX.

Paris, le 5 Mai 1793.

Je vous écrivis hier, le cœur flétri, non pas des dangers que je brave, mais par votre ſilence; quelques heures après le départ de ma lettre, j'ai reçu la vôtre; des larmes de joie ont coulé de mes yeux. J'attends mes ennemis, & je ſuis sûr encore de les faire pâlir. On dit que c'eſt aujourd'hui, ou demain, qu'ils doivent venir demander à s'abreuver du ſang de la Repréſentation nationale; je doute qu'ils l'oſent, quoique la terreur ait livré les Sections à une poignée de ſcélérats, on s'y eſt cependant battu avant-hier, & on ne tentera pas une démarche dans laquelle on craindra de la réſiſtance; en tout cas nous comptons ſur le courage de Fonfrede, qui eſt préſident, & vous pouvez compter ſur le nôtre. Tenez-vous prêts; ſi l'on m'y force, je vous appelle de la Tribune pour venir nous défendre, s'il en eſt temps, pour venger la Liberté en exterminant les tyrans; ſi nous ne ſommes plus, Bordeaux peut ſauver la République. Eh! quoi, n'aurons-nous tous travaillé depuis quatre ans, tant fait de ſacrifices, ſupporté tant d'inquiétudes; la France n'aura-t-elle verſé tant de ſang, que pour devenir la

proie de quelques brigands, pour courber le front vers la plus tortueuse tyrannie qui ait jamais opprimé aucun peuple. Hommes de la Gironde, *levez-vous; la Convention n'a été foible que parce qu'elle a été abandonnée; soutenez-la contre tous les furieux qui la menacent; frappez de terreur nos Marius, & je vous préviens que rien n'égale leur lâcheté, si ce n'est leur scélératesse. Alors la Convention sera vraiment digne du peuple Français. Des lois sages seront substituées à des lois de sang, & les douceurs de la liberté nous consoleront des calamités de l'anarchie.* Hommes de la Gironde, *il n'y a pas un moment à perdre; si vous développez une grande énergie, vous forcerez à la paix les hommes qui provoquent la guerre civile; votre exemple généreux sera suivi, & enfin la vertu triomphera. Si vous demeurez dans l'apathie, tendez vos bras; les fers sont préparés & le crime regne.*

Je vous salue fraternellement.

Signé, VERGNIAUX.

Un membre du Club National en arracha une, cette derniere Société les fit imprimer & les envoya à la Convention pour l'en instruire; elle fit aussi réimprimer une Adresse patriotique de la Société populaire de Limoges, du 14 Juin 1793, pour éclairer ces Concitoyens.

Ce fut d'après leurs discours & leur morale républicaine, que plusieurs Sections rentrerent dans l'ordre & se manifesterent hautement contre tous ceux qui les avoient trompés, notamment celles de *Francklin, J. J. Rousseau, Beaurepaire,*

des *Sans-Culottes* & autres, qui, réunies avec celles de la *Liberté*, n° 21, des *Amis de tous, ne flatant perſonne*, n.° 27, (reſtées intactes), terraſſérent l'hydre qui avoit enfanté la prétendue Commiſſion Populaire & le fédéraliſme.

Les membres du Club National ſe mirent avec les Sections, qui s'étoient réunies à celle de *Francklin*, pour ſe tranſporter auprès des Autorités conſtituées, demander l'entiere exécution du décret du 6 Août, & s'emparer, par force, des canons & de la garde dont elles s'étoient entourées.

La jeuneſſe & les fédéraliſtes menaçoient ces Sections aſſemblées avec les bons Citoyens au ci-devant Séminaire, à S. Seurin; elles avoient à leur diſpoſition un canon, mais ſans poudre ni boulets.

Charles obtint un ordre des Repréſentans pour avoir des munitions; il fut au Fort de la Révolution pour les chercher avec le citoyen *Jacob*, & ce ne fut pas ſans courir les plus grands riſques.

Les Patriotes des Sections, qui s'étoient prononcés contre la Commiſſion populaire pour demander l'exécution de la loi du 6 Août, de concert avec ceux du Club National (que nous pourrions déſigner nominativement, s'il étoit néceſſaire,

néceſſaire, d'après les tableaux de cette Société), ſe baricaderent dans les cours dudit ci-devant grand Séminaire à S. Seurin, chargerent leur canon à mitraille & le pointerent en face de l'entrée, méche allumée.

Les Autorités conſtituées, leurs partiſans fédéraliſtes ou égarés, ainſi que la jeuneſſe trompée, faiſoient mouvoir leurs eſpions, les envoyerent tâtonner le poſte; mais, comme le crime eſt toujours lâche, ils n'oſerent attaquer: la vertu, l'amour de l'Egalité, de la Liberté & de la République triompha, arréta les conſpirateurs, les ariſtocrates & tous les ennemis de la Patrie, qui, de nouveau, vouloient enchaîner les Patriotes.

La Société du Club national a été rétablie, d'aprés le Décret du 27 Août 1793, dans le local de ci-devant Saint-Projet.

Les Citoyens Repréſentans l'ont tranféré dans celui des Amis de l'Egalité, qu'ils ont ſupprimés; pluſieurs membres de cette derniere Société, ſont maintenant dans le Club national.

L'on peut ſe remémorer l'affiche que firent les égarés du Club des Récolets ou Amis, en Mars 1793. C'étoit l'ouvrage de ceux qui vouloient tromper & perdre Bordeaux; les bons

Patriotes, réunis maintenant, doivent la faire oublier par des actions républicaines, d'union & d'amitié avec ceux qui ſont toujours reſtés attachés aux vrais principes.

Peu de temps après la déclaration de guerre avec l'Eſpagne, le bruit ſe répandit à Bordeaux que les troupes de ce deſpote étoient entrées ſur le territoire de la République, & que déja elles avoient dépaſſé Bayonne. Tous les Citoyens, à cette nouvelle, ſe leverent, &, d'un mouvement ſpontané, s'offrirent à partir en maſſe pour aller combattre & chaſſer les ſatellites de ce tyran. Auroient-ils agi ainſi s'ils n'avoient aimé ſincerement la Liberté, le nouveau Gouvernement & leur Patrie?

Les Sections furent ſuſpendues pendant un petit eſpace de tems, & ceux qui avoient hurlé pour faire ceſſer leur activité, afin d'anéantir le Comité central, furent les plus acharnés pour les faire remettre en permanence, & les tromper de nouveau par des apparences perfides, afin de leur faire adopter leurs exécrables projets.

Ce fut alors que le petit nombre d'intrigans s'agita, en tout sens, pour tromper & égarer le Peuple; ils ne ceſſoient de lui répéter « que » la Convention nationale étoit diviſée en

» principes ; qu'une foible partie, ſoutenue » par quelques Sociétés populaires de Paris, » qui étoient d'intelligence avec *Marat*, & » avoient adopté ſon ſyſteme, comme lui, » vouloient le meurtre, le carnage, le pil- » lage & renverſer la Démocratie pour établir » une monarchie à leur guiſe & à leur avan- » tage; que le parti *Girondiſte* étoit celui qui » vouloit vraiment la Liberté, l'Egalité, &, » enfin, qu'il ſoutenoit les Droits de l'Homme.»

Toutes les lettres qui venoient de ces ſectaires étoient affichées & publiées avec profuſion, &, lorſque cette ſource impure ne jailliſſoit pas aſſez abondamment, des fabricateurs, dit-on, en envoyoient à *Cubſac*, à 4 lieues de Bordeaux, au-devant des Couriers, & on les proclamoit auſſitôt comme venant de Paris.

L'on y diſoit « que la Repréſentation nationale n'étoit pas libre; qu'elle étoit, ſous le couteau, dominée par une faction qui vouloit anéantir les Droits du Peuple & écraſer ſa Liberté, pour le précipiter, de nouveau, dans l'eſclavage ».

L'homme ſage gémiſſoit de toutes ces horreurs, & l'égaré, de bonne foi, vouloit ſe

transporter à Paris pour défendre, soutenir ses droits & faire respecter la Convention.

Eloignés de cent lieues de Paris, un membre de la Section des *Sans-Culottes*, sentant que la vérité pouvoit être déguisée, proposa (& cela fut adopté) d'envoyer deux Commissaires par chacune des 28 Sections à Paris & à leurs fraix, pour y être témoins de ce qui s'y passoit, afin d'en transmettre la sincerité aux habitans de Bordeaux, pour les fixer.

Cette mesure, qui auroit déjoué & anéanti l'intrigue, fut malheureusement éconduite par les malveillans.

Tout homme juste & sensible frémira d'indignation en voyant qu'une très-petite poignée de factieux a précipité dans un abîme affreux une immensité de bons citoyens qui, prenant l'ombre pour la réalité, croyoient sincerement, & de bonne foi, soutenir & travailler pour la République & ses Lois.

Dans ces momens critiques, au commencement de Juin, les Représentans du Peuple, *Ichon* & *Dartigoëte*, arriverent à Bordeaux. Les principaux meneurs pousserent les égarés pour attenter à leur liberté, en leur disant: » qu'ils étoient du nombre de ceux qui vou» loient détruire la Liberté & la Conven-

» tion. » De tels propos eurent en partie leurs effets, & les Repréſentans furent arrêtés un inſtant & conduits à la Maiſon commune; mais la maſſe des Citoyens des Sections, reſpectant la Repréſentation nationale & connoiſſant ſes droits, les fit bientôt relâcher.

Les fourbes redoublerent leurs efforts pour travailler & égarer le Peuple, ſoit en répandant, avec profuſion, des écrits faux; ſoit par des prédications aſtucieuſes; ſoit, enfin, en parcourant les Sections, comme Commiſſaires, &c.

Du 10 au 14 Juin, l'on propoſa aux Sections de ſe déclarer en inſurrection, & d'accorder l'*initiative* aux Autorités conſtituées. Le Sans-Culotte, ne comprenant point la ſignification de ce mot, donna ſon avis ſans ſavoir ce qu'il faiſoit.

Les vrais Patriotes en demandoient l'explication & s'oppoſoient, avec force, à ces meſures liberticides : leurs réclamations furent étouffées par les aboyeurs; & leur réſiſtance, quoique fortement prononcée contre ces exécrables meſures, fut infructueuſe.

La Commiſſion populaire s'établit donc du 18 au 20 Juin.

Ses premiers arrêtés furent de demander une

Force départementale fédérative. On écrivit aux Sections de la fournir ; la majeure partie des Citoyens, instruite par les Patriotes, refusa d'y concourir. Alors on ordonna le sort dans chaque Compagnie; même refus. Voyant, enfin, que tous ces moyens ne produisoient aucuns effets, on ordonna l'assemblée générale de la Garde nationale au Champ-de-Mars: divers Bataillons ne s'y rendirent pas, notamment ceux de la Section de la Liberté, n° 21; des Amis de tous, ne flattant personne, n° 27; & des Sans-Culottes, n° 1, dont il ne se trouva pas même un Volontaire pour porter le drapeau, qui ne sortit pas; de maniere qu'aucun Citoyen de cette derniere Section n'a pris parti dans la Force départementale.

La Garde nationale rassemblée au Champ-de-Mars, divers membres des Autorités constituées, à la tête desquels étoient *Lydon* & *Chambon*, & tous leurs partisans, s'y rendirent & se promenerent dans tous les rangs : malgré cela, & toutes leurs sollicitations, ils ne purent parvenir à leur but.

Alors on demanda de former le contingent par chaque Bataillon ; les fédéralistes employerent tous les moyens pour les émouvoir, &,

à leur honte, on ne vit pas un seul Volontaire sortir des rangs.

Désespérés, ils renvoyerent le tout aux Sections, en publiant qu'il falloit former une masse & acheter des hommes.

Ce dernier moyen, enfanté par le désespoir, fit ouvrir les yeux à quelques oisifs, ou étrangers, qui se vendirent depuis 600 liv. jusqu'à 3,000 liv.

Malgré tous ces moyens, & toutes ces supercheries, on n'a pu réunir que 3 à 4 cents stipendiaires, que la Commission populaire a envoyés jusqu'à Langon, éloigné de 7 lieues de Bordeaux, & qui n'ont fait que se divertir aux dépens des imbéciles, ou scélérats, qui avoient été assez bêtes pour leur donner de l'argent.

Ce fut dans ces vues, & pour fournir à ces dépenses, que les Autorités constituées arrêterent l'argent qui étoit à la Monnoie, appartenant à la Nation, ainsi que toutes les autres recettes.

Elles formerent aussi 20 listes, par lettres alphabetiques, qui ont été remises au Comité de Surveillance, sur lesquelles sont portés les noms & la fortune des riches de Bordeaux, dans le dessein de les faire contribuer, sous

prétexte d'acheter des ſubſiſtances. Très-peu de ceux qui y ſont portés connoiſſoient cet horrible ſiſtême ; pluſieurs ſe refuſerent de payer ; d'autres donnerent, de bonne-foi ; de maniere que divers Citoyens ſe ſont trouvés pris, ſans y penſer, dans le piége que la ſcélérateſſe des Autorités conſtituées fédéraliſtes leur avoient tendu. — Nous n'entendons cependant pas diſculper ceux qui ont agi avec connoiſſance de cauſe : ceux-là ſont réellement coupables.

La maſſe des Citoyens de Bordeaux, qui s'eſt toujours empreſſée de fournir pour les beſoins de la Republique ou de ſes défenſeurs, ſoupçonnant cette perfidie, ne voulut rien donner pour cet objet, excepté quelques riches.

Les habitans ſe demandoient : Pourquoi cette Force départementale ? quel uſage en veut-on faire ? combien de Départemens ont adopté cette meſure ?

L'on répondoit que, d'après la correſpondance des Commiſſaires envoyés dans pluſieurs Départemens, il étoit certain qu'il y en avoit déja *ſoixante-neuf* qui s'étoient coaliſés & avoient adopté ce parti, & que Bordeaux ne faiſoit que ce que les autres avoient déja fait.

Cependant les Citoyens, voyant qu'on ne pouvoit désigner ces Départemens, s'apperçurent qu'on les avoit trompés.

Les premiers jours de Juillet 1793 (vieux style) les Représentans, *Treillard* & *Mathieu*, arriverent à Bordeaux, se rendirent dans le lieu où siegeoit la prétendue Commission populaire, lui firent sentir, avec énergie, la monstruosité de son existence, son impolitique, son égarement, les dangers qu'elle encouroit, les peines que ses actes liberticides méritoient, & combien l'on avoit trompé & égaré les Citoyens en leur faisant, par des impostures ou des apparences chimériques, donner leur adhésion à son établissement.

Ils vouloient détourner l'orage par leurs exhortations & leurs remontrances fraternelles qui, déjà, planoit sur cette Commune, & ils y seroient parvenus sans des Commissaires, venus de Lyon, qui en arrêterent l'effet. On poussa la perfidie, à leur égard, jusqu'au point de leur envoyer une garde (soi-disant d'honneur) à laquelle on avoit donné la consigne de ne pas les laisser sortir.

Nous devons rappeller ici un trait bien remarquable :

Le représentant Treillard voulant aller vaquer

à ſes affaires, la ſentinelle l'arrête & lui demande qui il eſt. « Je ſuis un homme, dit le » Repréſentant, que l'on tue, mais que l'on » n'arrête pas »; & malgré lui la ſentinelle l'accompagna par-tout où il eut beſoin d'aller.

Ne ſe croyant pas en ſûreté à Bordeaux, ils partirent pour Agen, le lendemain matin, d'où ils envoyerent des Commiſſaires, pour eſſayer encore de faire rentrer les Autorités conſtituées dans les vrais principes, en leur faiſant connoître leur erreur. Mais malheureuſement ils furent éconduits par l'opiniâtre réſiſtance des Fédéraliſtes de Lyon & d'ailleurs, qui s'oppoſerent, avec un acharnement incroyable, à ce qu'on adoptât les ſages meſures propoſées par ces Repréſentans.

Et cette réſiſtance n'eſt plus un problême, puiſque l'on a découvert qu'ils avoient projetté (comme ils l'ont fait) de réduire Bordeaux à la famine, pour en tirer l'avantage de le livrer aux Anglais, qui devoient venir avec des ſubſiſtances.

Mais de tels hommes connoiſſoient bien mal l'eſprit des habitans ; ils ſe feroient plutôt fait immoler que de conſentir à une telle lâcheté.

Les auteurs du Fédéraliſme avoient donc

conçu, depuis la révolution, le projet de plonger dans un abîme affreux les pauvres Sans-culottes de Bordeaux. Pour s'en faire une idée, il ne faut qne ſe rappeler la délibération, relative à la pénurie des ſubſiſtances, priſe le 21 Octobre 1789 (vieux ſtyle), par la Compagnie n.° 26, du ci-devant régiment Saint-Remi, rédigée par T...., & imprimée chez *Beaume*; cet acte démaſqua alors la perfidie de *Sers*, qui fut convaincu d'impoſture dans l'aſſemblée des quatre-vingt-dix Electeurs, auſſi fit-il tous ſes efforts pour en arrêter la publication.

L'on doit ſe rappeler auſſi les dénonciations des monopoles ſur les bleds & farines, publiées auſſi par T..... en Octobre & Décembre 1791, à la ſuite deſquelles étoit le projet d'établiſſement de Greniers d'approviſionnement & d'abondance, qui fut adopté par la majorité des Citoyens dans les Sections (notamment par les Sans-Culottes), & que la Convention nationale a décreté depuis, en ordonnant qu'il en ſera établi un dans chaque Diſtrict.

Avec quel acharnement les Adminiſtrations ne critiquerent-elles pas la ſageſſe de ces meſures propoſées, parce qu'elles étoient directement oppoſées aux actes liberticides auxquels on vouloit parvenir; combien de moyens ne

chercha-t on pas pour poursuivre & persécuter les auteurs, en faisant pleuvoir sans cesse sur eux, la calomnie & les dénonciations.

Mais ces ouvrages, faits pour la destruction des abus restent encore, & peuvent être opposés aux détracteurs (*a*).

Pour donner une preuve, non équivoque, de l'attachement des Bordelais à la Révolution, nous devons retracer un fait arrivé en Juillet 1792, le jour que la Commune planta l'Arbre de la Liberté sur la place qui en a pris le nom.

L'abbé Langoiran, ennemi implacable de la Révolution, publiant, écrivant & prêchant sans cesse des horreurs contre le nouvel ordre des choses, partisan acharné de la noblesse & du clergé, qui avoit été dénoncé par les Patriotes, à l'Accusateur public, & duquel on avoit arrêté des productions. Le Tribunal l'ayant relaxé sans le punir, il se réfugia à Cauderan, avec les prêtres Dupuy & Panetier. Les habitans du lieu les arrêterent & conduisirent au Département. Le Peuple, se voyant sans cesse provoqué par des menaces & des propos contre-révolutionnaires, & de plus indigné

(*a*) Qu'ils sont méprisables ceux qui calomnient dans l'ombre, & quiconque leur prêteroit l'oreille sans les démasquer, pourroit-il se qualifier de loyal & franc Républicain ?

de leur impunité, coupa la tête audit Langoiran & la promena au bout d'une pique. Dupuy fut tué, & son corps traîné. La Garde nationale se présenta & mit fin à l'effervescence. Le troisieme s'évada dans le local du Département.

La Constitution, pour laquelle on soupiroit & que l'on desiroit si ardemment, parût; &, malgré que quelque pusillanime ait voulu la déspprécier, la majorité des Citoyens l'accepta avec transport, enthousiasme & reconnoissance.

Elle fut le dernier coup de massue porté à la prétendue Commission Populaire, qui sentant le ridicule de son existence, sans aucun soutien ni appui, s'empressa de se dissoudre le 2 Août, sur la demande de celui qui, la veille, en avoit été élu Président.

Le 6 Août, la Convention mit hors de la Loi tous ceux qui avoient adhéré, participé ou provoqué les mesures fédératives.

Les Représentans, Izabeau & Beaudot, alors à Toulouse, furent chargés, par le Décret, de son exécution. Ils arrivèrent le 17 ou 18 Août à Bordeaux : passant sur les Allées de Tourni, ils furent arrêtés par les muscadins de la Cavalerie, qui, servant les projets

liberticides, les menerent, malgré eux, à la Maiſon-commune, où on leur fit éprouver toutes ſortes d'inſultes.

Quelques intrigans, répandus dans les Sections, voulurent les égarer, par de faux rapports, ſur leur compte, mais ils n'y purent réuſſir.

Les Commiſſaires qui s'étoient rendus à Paris pour la Fédération du 10 Août, qui avoient fraterniſé avec tous ceux des autres Départemens, vu tout ce qui s'y étoit paſſé, juré de défendre la Conſtitution, au nom de leurs concitoyens, juſqu'à la derniere goutte de leur ſang; de maintenir la Liberté, l'Egalité, l'Unité & l'Indiviſibilité de la République, arriverent en ce moment, & finirent d'ouvrir les yeux à tous les Citoyens qui pouvoient avoir encore quelques doutes.

Les meneurs voyant que la majorité s'oppoſoit à ce qu'on attentât, en aucune maniere, à la liberté & à la ſûreté des Repréſentans, les laiſſerent partir, mais leur firent éprouver, contre la volonté générale du Peuple, toutes les avanies qui furent en leur pouvoir.

Ces braves Repréſentans furent ſieger à la Réolle, & de-là à Agen, où pluſieurs autres ſe réunirent.

Divers Commiſſaires de Paris firent ſentir

aux Sections tout l'odieux de leur conduite en souffrant que l'on eût insulté la Représentation nationale, & combien, en ne s'y opposant pas, elles s'étoient rendues coupables.

Ce fut alors qu'elles connurent amplement leur faute, s'en repentirent vivement, prirent des délibérations & envoyerent des députés à la Réolle & à Agen, pour solliciter, avec instance, les Représentans de revenir à Bordeaux.

Ils répondirent aux Sections de la maniere la plus instructive, la plus franche & la plus fraternelle; toutes leurs lettres furent imprimées, publiées & affichées; le crime fut démasqué, la vérité entierement connue, & elle triompha.

Quelques Sections s'éleverent hautement contre les administrations & leur opposerent une résistance ouverte, notamment celles de *Francklin*, de la *Liberté*, *J. J. Rousseau*, des *Sans-Culottes*, &c.

Des Citoyens de cette derniere Section dirent même (1) « qu'il étoit inoui que l'on

(1) *Tustet* & *Bonnal*. Le premier avoit été dénoncé à la Commission populaire, qu'il avoit constamment combatue : il avoit quarante cartouches chez lui;

» souffrit dans les Corps constitués des hom-
» mes mis hors de la loi; qu'étant morts civi-
» lement, ils ne pouvoient acter, &, à plus
» forte raison, moins encore administrer. »
Sur cette motion, la Section délibéra qu'elle ne les reconnoîtroit plus, n'obéiroit à aucuns de leurs arrêtés, & demanda leur remplacement.

Cette Délibération fut portée aux Autorités constituées, & aux 27 autres Sections, qui l'adopterent, & cela finit de renverser la faction.

Le 17 Septembre, les Sections nommerent chacune deux de leurs Membres, qui se réunirent, le 18, à celle de *Francklin*, d'où ils partirent en corps, accompagnés de la Garde nationale, & se rendirent à la Maison Commune, pour remplacer la Municipalité.

Ce nouveau corps Municipal, députa aussitôt quatre de ses membres, pour aller annoncer ce changement aux Représentans, & les prier de se rendre à Bordeaux; que les Citoyens les en conjuroient, & desiroient leur témoigner le repentir de leurs fautes, en leur faisant l'accueil

---

avoit juré, à la tête du l'Assemblée, d'en faire usage contre quiconque voudroit l'arrêter. La Section le soutint, & l'on n'osa le faire prendre.

que

que méritoit le caractere dont ils étoient revêtus. Ils ne ſe rendirent pas de ſuite à ces ſollicitations réitérées, parce qu'ils préſumerent, d'après ce qu'ils avoient éprouvé à Bordeaux, que le changement qui venoit de s'y opérer ne pouvoit être de bonne-foi, & que c'étoit le ſeul beſoin de ſubſiſtances qui l'avoit ſuggéré.

La premiere opération de la nouvelle Municipalité, fut de s'emparer de l'artillerie & des munitions dont les Adminiſtrations qui la précédoient s'étoient toujours entourées, & de diriger la Garde nationale dans le ſens qui convenoit aux circonſtances.

Une ſociété de jeunes gens, de l'âge de la premiere réquiſition, qu'on avoit endoctrinée, s'étoit réunie, ſous la précédente Municipalité, dans une maiſon appelée *Belleville*, y tenoit ſéance & y délibéroit, même contre le vœu fortement prononcé des Sections. Les Autorités conſtituées, ci-devant en place, faiſoient ſemblant de les aller inviter publiquement de ſe diſſoudre & de partir, tandis que, par-deſſous main, elles les ſoutenoient & les protégeoient, parce qu'ils avoient juré de les défendre & de leur ſervir de rempart.

La Municipalité proviſoire leur intima de

ſe conformer aux Loix, de s'enrégimenter & partir pour défendre la Patrie : ils obéirent.

Trois Bataillons furent auſſitôt formés ; un partit pour la Vendée, & les deux autres furent envoyés contre l'Eſpagne. Perſonne n'ignore que, quoique ces jeunes gens ne fuſſent pas encore exercés au maniement des armes, le ſecond bataillon fut, 7 ou 8 jours après ſon départ, au combat, battît l'ennemi & ſe comporta avec toute la bravoure qui caractériſe les Républicains ; auſſi ſa conduite lui mérita les éloges des Repréſentans près des Armées & des Généraux.

Il fut auſſi formé un Eſcadron de Cavalerie ou Huſſards, ſous le nom de Jacobins, dont la majeure partie de ceux qui le compoſoient, fournirent leurs chevaux & leurs équipemens.

De telles actions ne prouvent-elles pas évidemment que les Bordelais n'avoient été que trompés ou égarés par la multitude des circonſtances ; & que, depuis que les Repréſentans *Izabeau, Beaudot & Tallien* les ont éclairés, ils méritent & ſont dignes, par leur conduite actuelle, de l'eſtime & de la confiance de la Convention nationale & de la République entiere.

Le premier Octobre, les Repréſentans *Izabeau*

& *Tallien*, créerent un Comité de Surveillance, qui ſe mît auſſitôt en activité.

Le 16, ils firent leur entrée à Bordeaux, avec une force Armée précédée d'Artillerie. Les habitans furent en foule, & ſans armes, à leur rencontre, pour les accueillir & leur témoigner leur allégreſſe. Ils formerent auſſitôt la Commiſſion Militaire, & ordonnerent à tous les Citoyens de dépoſer, dans vingt-quatre heures, toutes leurs armes au ci-devant *Château-Trompette;* tout le monde s'empreſſa d'obéir, & ſans murmurer.

Les têtes des principaux ſcélérats conſpirateurs ſont tombées ſous le glaive de la Loi, & les Patriotes s'en ſont réjouis; déjà une quantité immenſe ont péri, & l'allégreſſe des Citoyens eſt toujours la même : ſatisfaits d'être débaraſſés des tyrans qui vouloient les obſéder, ils pourſuivent tous, avec ſévérité, juſqu'à la moindre trace de leurs complices: il peut en exiſter encore quelques-uns dans l'ombre, mais la vigilance des Autorités conſtituées & du Club national, en aura bientôt débaraſſé la République.

Les égliſes du fanatiſme à peine ont-elles été fermées, & toutes leurs cérémonies ſupprimées, que tous les Citoyens ſe ſont em-

preſſés de dépouiller les autels & de porter, en foule, tous les ornemens d'or & d'argent qui étoient deſtinés à un culte menſonger, pour être employés aux beſoins de la Patrie. Ni les prêtres, ni les meſſes, ni toutes les autres momeries monacales, n'ont été regrettés; le Peuple, ne voulant & n'aimant que la vérité, a aiſément dépouillé l'erreur qui l'avoit abruti depuis tant de ſiecles, lorſqu'il l'a connue, & il a rendu toutes ſes adorations à l'*Être-Suprême*, qu'on avoit pris tant de ſoin, par intérêt, de lui rendre inexorable & méconnoiſſable.

A peine le Temple qu'on lui a dédié a-t il été ouvert, que tous les Citoyens s'y ſont portés avec un concours immenſe; les Repréſentans, continuellement en activité, n'ont ceſſé d'y prêcher, ainſi qu'au Club national, l'amour de la République, de la Liberté & de l'Egalité; ils y ont tonné contre les conſpirateurs fédéraliſtes & contre les conſpirateurs fanatiques; ils y ont expliqué les Loix & rappelé les devoirs aux Peres & Meres de famille: ils y ont, pour ainſi dire, électriſé tous les cœurs du feu ſacré de l'amour de la Patrie.

Combien de fois n'ont-ils pas été témoins de ces mouvemens d'allégreſſe, de ces cris de

joie, mille & mille fois répétés, de *Vive la la République, la Montagne & la Convention;* leurs cœurs paternels n'ont pu s'en défendre, & ils ont partagé l'ivreſſe & les vœux des Bordelais, offerts à l'Eternel.

La poſtériré aura peine à croire les ſouffrances & les privations que les habitans du Département du Bec-d'Ambès ont éprouvé depuis environ un an.

Ils ſe ſont démunis de preſque toutes les marchandiſes qu'ils poſſédoient, comme ſucre, café, indigo, cacao, huile, ſavon, toile, draps, étoffes, &c., pour en faire participer leurs freres.

Ils sont réduits depuis un an, à *huit onces de pain par jour*, encore eſt-il compoſé des plus mauvaiſes matieres.

Depuis plus de quatre mois ils n'ont pas de ſavon.

Il a été un inſtant où il n'y avoit pas même de viande pour faire du bouillon aux malades. Que n'ont pas ſouffert les habitans des Campagnes? Ils ont paſſé des 18 & 20 jours ſans un morceau de pain, & depuis plus de quatre mois, qu'ils vivent dans cette privation, ils ne ſe ſont nourris que des herbes

deſtinées aux animaux, & dont ils les privoient.

On a trouvé des hommes & des femmes morts de faim; d'autres, d'un tempérament plus robuſte, tout enflés; & d'autres décédés au milieu des rues & des chemins; & il y a lieu de croire que ſans les peines, les ſoins & les ſollicitudes des Repréſentans du Peuple, qui étoient à Bordeaux, la moitié du Peuple eût péri.

Malgré la famine, ce triſte & cruel état des Citoyens du Département, le Peuple a tout ſouffert ſans murmurer, diſant toujours: « Si nous ſouffrons, nos enfans ſeront heu» reux: *Vive la République*, *la Liberté*, *l'Éga*» *lité & la Convention!* »

L'on ne peut malheureuſement pas ſe diſſimuler que l'intrigue & la perfidie, qui a voulu livrer ou détruire Bordeaux, en abuſant des malheurs & de l'état affreux où elle l'a réduit, voudroit encore actuellement finir de le perdre, par la calomnie, en lui imputant de nouveaux crimes & en dénaturant toutes ſes actions, même les plus belles, aux yeux de la Convention nationale & de la République entiere.

Mais, qu'ont-ils à lui reprocher, ſi ce n'eſt

un égarement involontaire, un crime, dont les habitans ne ſont que l'inſtrument aveugle? Les Bordelais n'ont ils donc rien à eſpérer de leur civiſme & de leur dévouement à la choſe publique? de ce dévouement qui, tant de fois, leur a mérité le ſuffrage de la Nation entiere; de ce dévouement qui leur a fait recevoir, avec un ſi grand empreſſement, les aſſignats lors de leur émiſſion & qui, dans l'intérêt de la Nation, les a autant accrédités dans le commerce que le numéraire; & s'ils ont été un inſtant diſcrédités, n'eſt-ce pas encore à cette faction conſpiratrice que l'on doit s'en prendre? n'eſt-ce pas à elle, qui, voulant anéantir le Gouvernement actuel, a commencé par chercher à en ruiner les finances? C'eſt donc ſur ces ſcélérats que doit frapper la vengeance nationale, & non ſur les malheureux habitans de Bordeaux.

Mais il faut eſpérer que la Convention nationale connoîtra & ſévira contre les calomniateurs d'un peuple ſi bon & ſi ſoumis, qui, tant de fois, a donné des preuves non-équivoques de ſon attachement à la choſe publique, & lui rendra ſon entiere confiance, qu'il a ſi malheureuſement perdue.

Il n'y a pas de ſacrifices que les Bordelais

n'aient fait pour ſoutenir leurs freres, défenſeurs de la Patrie, ſoit en leur envoyant de l'argent, des ſouliers & des bas; ſoit même en ſe dépouillant de leurs uniformes, fuſils, ſabres, épées, &c. Lorſqu'on annonça qu'ils manquoient de chemiſes, les Sections auſſitôt, & le Club national, en ont promis *cinquante mille*, & en ont déjà fourni une grande partie, ainſi que beaucoup d'autres habillemens, tels que culottes, veſtes, gilets, draps de lit, &c.

A peine l'avis de conſtruire un Vaiſſeau pour défendre la République, a-t-il été connu, qu'il y a eu pour environ *un million ſix cents mille livres* de ſouſcrit ou payé; moitié par les Citoyens compris dans l'Emprunt forcé, qui l'ont donné de bonne volonté, & en ſus de ce qu'ils devoient; & l'autre moitié, portée par enthouſiaſme au Club national, qui l'a verſée ès-mains du Payeur-général. Cette offrande, pour cet objet, quoique conſidérable, n'eſt point encore terminée, & elle ſe continue journellement.

Eſt-il beaucoup d'endroits qui aient fourni, & qui fourniſſent chaque jour, autant de ſecours pour les beſoins & la défenſe de la République, comme Bordeaux? ſoit marchandiſes de toute eſpece, ſoit fers, canons, boulets & poudre &c.; & cependant cette Commune ſe

trouve la plus frappée de calamités & d'animadverſion.

Les Bordelais ont prévenu la Loi ſur l'établiſſement des Hoſpices. Auſſitôt que les Repréſentans & la Municipalité leur ont fait ſentir la néceſſité de cet établiſſement, ils ont ſouſcrit pour environ *deux cents mille livres*, & ils ont volé au ſecours de leurs freres malheureux, par des dons de toute eſpece, qu'ils renouvellent ſans ceſſe à la ſociété du Club national.

Ils ont fourni gratuitement pour les Pauvres de cet Hoſpice, le premier & l'un des plus beaux que l'on puiſſe établir dans la République, *mil ſoixante-neuf* chemiſes pour hommes, femmes ou enfans; *deux cents quatre-vingt-dix* coëffes ou bonnets pour femmes; *ſept cents cinquante-ſept* braſſieres ou mouchoirs; *deux cents trente-une* juppes ou tabliers neufs; *trois cents vingt-ſept* veſtes, gilets ou culottes neuves; *ſept cents trente-cinq* paires de bas de laine ou fil; *cent ſoixante-neuf* bonnets pour homme; *cent* chapeaux; *cent quarante-quatre* torchons ou tabliers; *deux cents* lits garnis; *neuf cents trente-quatre* draps; *deux cents ſix* ſerviettes ou nappes, & *deux cents ſoixante-cinq* paires de ſouliers neufs.

Cet Hoſpice, qui s'accroît progreſſivement,

renferme déjà *trois cents-cinq* hommes ou femmes, que l'on occupe au travail dans les divers arteliers qui y ont été établis.

L'organisation sur la police de nourriture & du travail, y est si bien dirigée que le tout s'y exécute avec la plus grande exactitude & une propreté presqu'incroyable ; l'homme humain & observateur verse des larmes de joie en le parcourant. Le citoyen *Isabeau*, représentant du Peuple, n'a pu se défendre de cette émotion si douce, sur-tout lorsqu'il a entendu crier plusieurs fois les pauvres de l'Hospice, & d'une voix unanime : « *Voilà notre pere ; vive* » *la République, la Convention nationale &* » *tous les Représentans.* »

Outre cet Etablissement, il y a encore une maison considérable pour les *Incurables*, à laquelle les habitans de Bordeaux ont fait des dons considérables pour l'établir & la soutenir.

On paie aussi annuellement, à *trente Aveugles*, chacun *cent vingt livres*, laquelle somme est prise sur les dons & bienfaits des Citoyens ; de maniere que l'on ne voit pas un seul pauvre divaguer dans les rues, & que la mendicité est totalement éteinte à Bordeaux.

Lorsque les Représentans amenerent, ou firent venir, une armée nationale, les Habi-

tans fournirent auſſitôt *quinze cents* lits complets, & *trois mille* paires de draps, néceſſaires pour *trois mille* hommes de troupes.

Tout ce que nous venons de dire eſt donc une preuve irréfragable que les Bordelais n'ont été qu'égarés ou trompés par un très-petit nombre de ſcélérats, coupables & criminels avec intention.

Ce qui le prouve encore, c'eſt que des citoyens induits en erreur, & qui ont été mis hors de la Loi, n'ont pas plutôt été rappellés par un acte de juſtice des Repréſentans, qu'ils ont pourſuivi avec ardeur les grands Conſpirateurs, & c'eſt en partie à quelques-uns d'eux, qui ont agi d'après les ordres qu'ou leur avoient donnés, que l'on doit l'arreſtation des *Guadet*, *Sales*, *Barbaroux*, *Buzot*, *Pétion* & autres, qui s'étoient cachés à Saint-Emilion, & qui ont déjà été frappés par le glaive de la Loi. Les recherches des Conſpirateurs ſe continuent nuit & jour, avec la plus grande activité, & aucun n'échapera aux patriotes Bordelais; & s'ils ont fait ſerment de défendre leurs Côtes & leurs Ports contre les ennemis extérieurs, ils ont auſſi juré de purger la République de tous ſes ennemis intérieurs, & ils ne ſeront pas parjures.

Citoyens Patriotes, de la République entiere, qui l'aimez & la défendez, voilà le tableau ſucceint & vrai de toutes nos actions. Nous vous les ſoumettons & nous eſpérons de de vos vertus, que vous nous rendrez votre confiance, votre eſtime & la juſtice que nous réclamons ; & que, d'après de tels titres, nous avons droit d'attendre de vous (*a*).

Signé, TUSTET, *R*.....

CLÉMENCEAU.	MARTIAL BARBET.
JACOB.	ROUILLÉ.
VIALLA.	MALAVERGNE.
LELOUTRE.	PIAGET.
SIMON.	B. BIZARD.
PIERRE ABRAHAM.	LATASTE.

(*a*) Les Rédacteurs de cet Ouvrage n'ont pu s'en occuper que dans des inſtans qu'ils déroboient à un ſommeil légitime ; ils eſperent donc que s'il y a quelques omiſſions on voudra bien les excuſer.

EXTRAIT des Regiſtres des Délibérations du Conſeil-général de la Commune de Bordeaux.

Du 29 Prairial, l'an 2 de la République Française.

LE Subſtitut de l'Agent national ayant donné lecture d'un *Rapport ſur la ſituation politique de Bordeaux;*

LE CONSEIL-GÉNÉRAL A DÉLIBÉRÉ, que les Membres du Conſeil, & les Citoyens des Tribunes, demeurent invités de préſenter, au bureau du citoyen *Tuſtet*, les obſervations qu'ils jugeront convenables, afin de compléter un ouvrage néceſſaire pour faire connoître aux Citoyens de la République, les ſentimens qui animent cette Commune; & qu'à cet effet il ſera imprimé.

Pour expédition.

MOUTARD, *Secrétaire-Greffier.*

135 | 15
105 | 9

3600

~~150~~
11
~~165~~

828